

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ficcobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).
• Belgique : 18 Fb • Suède : 2,25 Kr
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L
• Grèce : 20 Dr • Suisse : 1 Fs
• Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar
• Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

Paris :
Boutiques d'hier

Lire page 6

Le collectif de défense du procès de Bourgoin annonce officiellement qu'il fait appel

Comme nous l'annoncions hier, les six militants antinucléaires condamnés à de la prison ferme après le procès de Bourgoin ont décidé de faire appel. Une septième inculpée, Thérèse Ciaramaglia, condamnée à un mois de prison avec sursis a pris la même décision.

Dans la journée d'hier, le collectif des avocats allemands et français qui avait assuré la défense des inculpés lors du procès, a publié le communiqué suivant :

« A la suite du jugement du tribunal correctionnel de Bourgoin-Jalieu, six personnes ont été maintenues en prison et sont incarcérées à la prison Saint-Paul de Lyon. Ces six personnes ont décidé d'interjeter appel, ainsi que Thérèse Ciaramaglia, française condamnée à un mois de prison avec sursis. Un autre Allemand, Hartmunt Kuhn, condamné lui aussi à un mois de prison avec sursis ne peut se joindre à cet appel à cause de l'arrêté d'expulsion pris à son encontre. »

Le parquet n'a pas encore fait connaître sa position après cet appel. Il a en effet le choix entre faire appel « a minima » contre tous les inculpés de Bourgoin ou seulement contre ceux qui viennent de contester la décision prise à leur encontre, auquel cas, seules ces sept personnes seraient rejuguées.

L'EMPLOI EMPIRE

Le nombre total des demandeurs d'emploi s'élevaient fin juillet à 1 180 000 contre 1 150 000 le mois précédent. Ce sont les chiffres officiels du ministère du travail.

Alors que traditionnellement, le mois de juillet des autres années voyaient une légère régression du chômage, cette année aura vu 30 000 demandeurs d'emploi de plus qu'en juin se présenter aux ANPE.

Ce chiffre montre à quel point le plan gouvernemental de lutte contre le chômage est un plan « bidon ».

De plus, lorsque s'on sait que ces chiffres sont systématiquement dégonflés par les services du ministère du travail on comprend l'embarras du même ministère qui parle de « relative stagnation » de l'activité économique ».

LARZAC / FLAMANVILLE WEEK-END ANTIMILITARISTE ET ANTINUCLEAIRE



Week-end antinucléaire, week-end antimilitariste, week-end autonomiste. Le « pont » du 15 août que l'actualité réserve généralement aux CRS qui guident les vacanciers sur les routes, prend l'allure, en cette année 1977 de carrefour de mobilisations populaires.

A Flamanville, dans la Manche, le Comité régional d'information et de lutte antinucléaire (CRILAN) organise une « fête pacifique » contre la construction de la centrale. Après Malville, c'est la première manifestation directement branchée sur le nucléaire. Les organisations veulent en faire un rassemblement essentiellement régional pour mobiliser la population locale.

Au Larzac, sept ans après le début de la lutte, les paysans appellent à deux jours de débats consacrés à des échanges d'expériences

et de luttes. Troisième et dernier maillon de la chaîne Malville-Naussac-Larzac, le rassemblement devrait, selon les organisateurs, regrouper plusieurs dizaines de milliers de personnes. Une marche à l'intérieur même du camp militaire conclura le week-end.

Enfin à Furiani, en Corse, l'Unione di u populu corsu (UPC) appelle dimanche à un grand meeting autonomiste. « Celui-ci devrait marquer l'ouverture d'une phase nouvelle dans la lutte pour l'autonomie de l'île », ont déclaré les organisateurs, qui rejettent les moyens d'action « violents » du Front de libération national de la Corse (FLNC).

Aucune de ces trois manifestations n'a été officiellement interdite.

P.J.

Lire page 3 et 4

IL Y A QUATRE ANS... LES FLICS A LIP



« Alerte générale, nos camarades de Lip ont été attaqués par les CRS, montez les aider ! » Ce matin du 14 août, cet appel a retenti dans tous les quartiers de Besançon ; une demi-heure après, plus de mille personnes sont à Palente, face à face avec la rangée de gardes mobiles et les premiers cortèges ouvriers arrivent. »

Non, nous ne nous trompons pas, c'est bien dans « Rouge » que nous avons repris ça, mais dans le « Rouge » hebdomadaire de la fin d'août 1973 !

Le 14 août 1973, au petit matin, les flics sont inter-

venus contre les Lip, ont arrêté plusieurs ouvriers de la boîte et les ont traités avec une féroce brutalité.

Quatre années ont passé, après un redémarrage éphémère de l'entreprise, les Lip occupent de nouveau, produisent de nouveau et attendent de nouveau les « martiens ». Pour éviter toutes mauvaises surprises, la garde a été renforcée ce week-end à Palente, et la bourgeoisie serait mal venue de rééditer, quatre ans après, son coup de force du 14 août 1973.

Un accord peut être signé le 16 août

1976/1977 : L'année du Parisien libéré

Lire page 5

rouge
NE PARAITRA
PAS LUNDI
(15 AOUT...)

IL REPARAITRA
MARDI... MAIS
JESERAI
DÉJÀ PARTI
VACANCES..



Grève de la faim de 25 prisonniers politiques allemands

Vingt cinq prisonniers politiques ouest-allemands, dont les neuf prisonniers de la prison de Stammheim, près de Stuttgart, sont, depuis mardi dernier, en grève de la faim et de la soif.

Ce n'est pas la première fois, et, une fois de plus, cette grève est provoquée par les brimades de l'administration pénitentiaire et de la police. Lundi dernier, après l'assassinat du banquier Ponto, cinquante flics pénétraient dans la salle de la prison de Stammheim où se réunissaient une heure par jour les prisonniers politiques de cette prison. Aussitôt commençait le passage à tabac, pistolet au poing. Puis les prisonniers furent remis en isolement total, avec suppression de la réunion collective.

Par leur action de grève, les prisonniers veulent protester contre le statut d'otages qui est le leur, faisant dépendre leur traitement pénitentiaire de tout événement extérieur à la prison. Ils réclament la fin de l'isolement total, ainsi que la possibilité de se réunir entre eux.

Le comité Irlande (Paris) dénonce l'arrestation de deux de ses membres à Belfast

Le comité Irlande s'indigne devant l'arrestation à Belfast de deux de ses membres : David Sharp (de nationalité anglaise) et André Viollaz (Français), résidant tous deux à Paris.

Le jeudi 11 août, à 6 h du matin (heure locale), douze soldats britanniques des Royal Marine Commandoes ont pénétré dans la maison de Miriam et Jim Daly à Andersonstown (Belfast) et « l'ont complètement dévastée ».

Miriam Daly, enseignante à l'université de Belfast, est connue en France pour sa participation récente à une émission-débat sur TF1 ; Jim, son mari, également enseignant à Queen's University, est membre de la direction politique de l'Irish Republican Socialist Party (IRSP — Parti socialiste républicain irlandais).

Vers 11 h 30, les Marines ont arrêté Jim Daly, David Sharp et André Viollaz, ces derniers étant les hôtes de la famille Daly. L'arrestation, signifiée au nom de l'Emergency Powers Act, a été motivée par la « possession de littérature illégale », à savoir, selon le témoignage de Viollaz : « Diverses brochures répu-

blicaines, des exemplaires du bulletin d'information en français du comité Irlande, et un exemplaire de France-Soir (sic !)... »

Détenus à Fort Monagh (Belfast), après douze heures d'interrogatoires, Daly, Sharp et Viollaz ont été libérés. Ils tiennent à souligner les pressions dont ils ont été l'objet et les menaces proférées particulièrement à l'encontre de David Sharp, étant donnée sa nationalité anglaise : « Nous allons te lâcher dans un quartier protestant en prévenant un commando de l'UVF pour qu'il te descende... », etc.

David Sharp et André Viollaz sont tous deux enseignants d'anglais à Paris. Ils effectuent un travail universitaire sur l'économie de l'Irlande du Nord. Dans le cadre du travail d'information qui est celui du comité Irlande, ils sont allés recueillir des informations, interviews de diverses personnalités et faire des photos à l'occasion du jubilé d'Elizabeth.

En attirant l'attention sur leur arrestation le comité Irlande tient à souligner les difficultés que rencontrent ceux qui cherchent à alimenter une source indépendante d'informa-



tion en Irlande, mais aussi à mettre en évidence le fait que le jubilé a été l'occasion d'arrestations de dizaines de militants irlandais syndicalistes, politiques et des divers comités de soutien aux prisonniers politiques, sans que ces militants aient aucun lien avec l'IRA. Le fait que la reine d'Angleterre ait dû s'entourer de 32 000 soldats suffit à démontrer son isolement et l'incapacité du gouvernement britannique à fournir des

propositions positives pour un règlement du problème irlandais. Le seul crime des membres du comité Irlande est précisément d'avoir été témoin de cet isolement.

Pour le comité Irlande
R. O Conaire

● Pour tout renseignement complémentaire, contacter le comité Irlande, 14 rue de Nanteuil à Paris.

Deux journalistes libérés en Italie

Marco et Luigi Bellavita, les deux journalistes de « Controinformazione », arrêtés le 20 juillet dernier sous le soupçon d'appartenance à un groupe subversif, et qui faisaient la grève de la faim depuis quinze jours ont été libérés pour manque de preuve. La police, qui les avait arrêtés, avait saisi au siège du journal des documents qui prouvaient le lien de celui-ci avec

des groupes terroristes. Ce qui a toujours été nié par les accusés qui ont précisé qu'il s'agissait de matériel journalistique dont d'autres journaux avaient également eu connaissance.

Libérés, les deux journalistes restent cependant inculpés de « participation à des bandes armées » et ils doivent se présenter tous les mardis à la préfecture de police de Milan pour contrôle.

CHILI

MANIFESTATION DE PARENTS DE DISPARUS

Un groupe d'une quinzaine de femmes a manifesté vendredi devant les locaux où T. Todman, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires inter-américaines, en visite officielle au Chili, devait rencontrer le président de la cour suprême de justice. Elles entendaient attirer l'attention sur le cas de leurs parents disparus au Chili.

Petra Krause : l'extradition vers l'Italie aura lieu

Le gouvernement italien a accepté la requête du gouvernement suisse de lui rendre Petra Krause, militante d'extrême gauche emprisonnée en Suisse depuis mars 1975 sans procès. C'était la condition que posait la Suisse pour extraditer la militante en Italie. Le ministre de la Justice italienne a dit qu'il appartiendrait à la magistrature de son pays de décider si Petra Krause est en condition physique permettant son maintien en prison.

Le PCF et l'impérialisme

2/ Le complot européen

Debré-Marchais même combat ? On pourrait le croire quand on suit le débat sur le Parlement européen et à lire ce qu'écrit le PCF sur la « supranationalité » dans l'ouvrage collectif des Editions sociales : *L'Impérialisme français* (cf. Rouge du 12 août 1977).

« Il ne saurait y avoir démocratie authentique là où il y a supranationalité. Un caractère essentiel de la démocratie c'est la liberté pour chaque peuple de définir ses lois, son régime politique et social. Nous entendons que la nation puisse appliquer en toute souveraineté le programme qu'elle aura librement décidé. Giscard « est bien dans la tradition de la bourgeoisie française qui, chaque fois qu'elle a peur de son peuple, se jette dans les bras de l'impérialisme allemand, même si cela doit faire de la France la cible de celui-ci » (Jean Kanapa, p. 184). Suit une longue tirade fustigeant les rois et gouvernants français qui allèrent chercher l'aide de la Prusse ou des tsars pour lutter contre « la volonté de la nation ». Au contraire, « chaque sursaut de l'indépendance nationale est immédiatement traduit par un progrès des libertés démocratiques — que ce soit sous la III^e République née sous le signe du gouvernement de défense nationale, la Commune dressée contre l'invasisseur ou les grandes conquêtes de la Libération » (p. 172).

Peu content de prendre la place de la bourgeoisie déjà plus montante du XIX^e siècle, le PCF se laisse aller à des écarts de langage non surprenants une fois pris un tel chemin, mais qu'il s'agit néanmoins de ne pas laisser passer sans réagir. Ainsi lit-on (p. 45)

« Aussi récusons-nous catégoriquement la thèse giscardienne de « la

France, puissance moyenne ». C'est là une doctrine de servitude, bien digne de ces groupes cosmopolites qui, ayant fait main basse sur notre pays, sont prêts à tous les abaissements pour sauver leurs privilèges... ! Avouons que même Michel Debré est dépassé...

L'instrument du complot

Comme nous l'avons vu, pour le PCF l'instrument de ce complot c'est le Parlement européen et la supranationalité. L'Europe que Giscard souhaite est de plus en plus dominée par l'impérialisme ouest-allemand.

Or, quel est le sens réel de la politique actuelle de Giscard ? Tout simplement de pousser jusqu'au bout la logique de la construction de la CEE : de même qu'à un certain niveau de développement le capitalisme a dû renoncer au bon vieux dogme du « laisser faire » pour faire intervenir l'Etat, de même la bourgeoisie européenne n'a pu que s'engager, au sortir de la guerre, dans la construction européenne, mais voilà que maintenant le seuil atteint est critique ; ou bien elle avance politiquement pour homogénéiser le développement, si développement il y a, ou bien elle recule sur toute la ligne. La crise de l'Europe de ces trois ou quatre dernières années se résume à ce dilemme, aux incertitudes et aux différents rapports de forces au sein de chaque « communauté nationale » (voir les divergences entre gaullistes et giscardiens en France).

Rien de tout cela n'est bien difficile à comprendre et, pourtant, le PCF n'y voit goutte : il veut une France « démocratique et indépendante »

dans le cadre du système impérialiste mondial, un peu comme les réformistes de la fin du XIX^e siècle rêvaient d'un capitalisme « juste », raisonnable et autoréformable.

Dans ce sens, la contribution de Monique et Roland Weil fait encore reculer les frontières de la bêtise réactionnaire ; en effet, le résultat de leurs « travaux » nous offre le raisonnement suivant : « Il est dès lors très clair qu'au regard de la Constitution de 1958 (il s'agit de l'article 5) le président de la République ne pourrait, sans commettre une trahison, consentir à des abandons de la souveraineté nationale qui appartiennent au peuple qui lui en a simplement délégué l'exercice (...) Mais il faut aller plus loin et ne pas hésiter à reprendre à notre compte les théories classiques sur le caractère inaliénable et imprescriptible de la souveraineté nationale pour nier toute possibilité d'abandon, fut-ce par voie de référendum. (...) Les résultats d'un référendum aboutissant à l'intégration de la France dans un Etat européen pourraient être considérés comme nuls et non avenue. » (P. 172.)

Quelle riposte ?

Sans même prendre à nouveau la peine de commenter la logique de ces communistes qui s'épuisent à défendre plus et mieux que les bourgeois les institutions créées par eux et pour eux, soulignons l'inconséquence imprévue de l'horrible perspective. Soudain le suffrage universel n'est plus la panacée de la meilleure démocratie possible au service du peuple ! Ses résultats pourront être considérés comme « nuls et non avenue ». Par qui ? Mystère.



Il est vrai qu'on ne peut parler d'une « Europe sociale, sans transformer l'actuelle Europe des marchands » lisons-nous p. 59. Comment amorcer une telle transformation ? De trois façons. Tout d'abord, « il est hautement significatif que les syndicats européens tendent à avancer de plus en plus des plates-formes convergentes ». En second lieu, depuis la conférence de Bruxelles des PC d'Europe capitaliste sur la crise internationale, « les partis ont notamment organisé des conférences spécialisées sur les conditions et les luttes féminines à Rome, sur la paysannerie à Paris, une rencontre des travailleurs de l'automobile à Dusseldorf... C'est un bilan impressionnant... Par exemple, il a suffi de moins de deux jours, sans aucun déplacement, pour rédiger, amender et faire approuver par tous les partis une déclaration condamnant les prétentions hégémoniques de l'impérialisme américain... lequel ne s'en remet toujours pas ! Enfin, « la lutte pour la démocratisation des institutions européennes devra aboutir à une plus grande participation de représentants des travailleurs dans tous les organismes communautaires, y compris dans les institutions financières européennes ».

modeste. Mais comment pourrait-il en être autrement alors que chaque Parti communiste défend avant tout les intérêts de « sa communauté nationale » ? Pas question, dans ces conditions, de dépasser les déclarations de principe pour mener, par exemple une lutte commune des syndicats pour les 35 heures ou contre les multinationales (sur ce terrain les contradictions sont criantes : le PCF mène actuellement campagne contre la liquidation de l'usine Montefibre dans les Vosges. Or cette usine dépend du trust parapublic italien Montedison dont les projets de rationalisation sont fermement défendus par le PCI. De même, le PC espagnol se bat pour l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun alors que le PCF refuse cette entrée qui frapperait les « produits français »).

Car la grande absente de cette politique c'est l'Europe socialiste. Le PCF se déclare contre l'Europe des trusts, bravo ! Mais au lieu de définir avec les « partis frères » une stratégie de construction de l'Europe des travailleurs, ils se replient dans l'hexagone... Contre « l'Europe des marchands », il nous propose la « France des démocrates ». C'est peu...

Jean-François Godchau
Demain : l'impérialisme c'est les autres !

Comme on le voit, la riposte est

LARZAC 77

Le texte du tract d'accueil des manifestants:

Larzac 77 :
un nouveau pas

Vous n'êtes pas encore là pour fêter une victoire. Mais pour franchir avec nous une nouvelle étape : depuis six ans, le pouvoir est en échec, nous pouvons gagner.

Trois ans après la fête de la moisson, nous voulons réaffirmer que le Larzac est toujours en lutte. Ce rassemblement va concrétiser à nouveau le rapport de forces qui s'est construit jour après jour par des actions très diverses :

— lutte quotidienne contre l'armée (arrêt de convois militaires, tracts aux soldats, obstruction aux manœuvres hors du camp) ;

— actions dures, souvent illégales, mais légitimes, marquant fermement notre opposition au projet d'extension (renvoi de livrets militaires, sabotage de l'enquête parlementaire, envahissement des locaux des Domaines) ;

— actions d'occupation et d'aménagement marsuant notre volonté de faire vivre ce que l'armée détruit : occupation de fermes, construction de la bergerie de la Blaquièrre, acquisition de plus de 1 000 hectares par les GFA (Groupes foncier agricole).

Pourquoi maintenant ?

Ce rassemblement a lieu dans un moment important. D'une part, la déclaration d'utilité publique du camp expire normalement en décembre 1977. D'autre part, et surtout, les élections législatives sont proches. Certains en tirent prétexte pour nous inviter à l'attentisme. Certes, nous souhaitons une victoire de la gauche qui a pris l'engagement de renoncer au projet d'extension. Mais pour pouvoir lui rappeler le moment venu ses promesses, il faut lui montrer que le Larzac représente une force réelle sur le terrain et l'opinion. Le récent revirement sur la force de frappe ne peut que nous rendre prudents. Et si la droite gagne, qu'elle sache que la lutte continuera, aussi déterminée.

Coordonner nos luttes

Un des buts de ce rassemblement est de réunir tous ceux qui luttent pour un véritable changement de société contre l'Etat capitaliste et centralisateur, et contre une minorité d'exploiteurs qui nous imposent des contraintes de plus en plus grandes :

— expropriation au nom d'une prétendue utilité publique ;

— politique nucléaire dangereuse pour la sécurité et la santé des populations ;

— déportation des travailleurs sous prétexte de mobilité de l'emploi ;

— politique agricole européenne qui condamne la viticulture méridionale et l'agriculture jugée non rentable ;

— répression de toutes les idées et attitudes non conformes aux normes établies.

Venant après Malville et Naussac, organisé en liaison avec ceux qui luttent à Vaumailh, Fontrevaud, Braud-Saint-Louis et dans le midi viticole, ce rassemblement doit permettre à toutes les luttes de dégager leurs convergences. Il apparaîtra ainsi qu'elles ne représentent pas seulement des résistances locales, mais un fort courant dans tout le pays qui ne place pas tous ses espoirs dans les bulletins de vote.

Que proposons-nous ?

Pendant ce rassemblement, nous avons voulu d'abord donner la parole à ceux qui luttent et il n'y aura pas de grands discours de personnalités. Cinq meetings sont organisés simultanément sur : Larzac et luttes paysannes, luttes ouvrières, militarisation, écologie et nucléaire, Occitanie et minorités nationales.

Ensuite, des forums permettront des débats par groupes plus restreints sur les sujets les plus divers. Enfin, le dimanche après-midi, nous affirmerons notre détermination par une action offensive : une longue marche à travers le camp actuel. Cette année, nous pénétrerons dans ce terrain que nos marches de 1973 et 1974 avaient évité, franchissant ainsi un degré dans l'affirmation de notre force et de notre résolution. Nulle part ailleurs, une telle marche n'a été possible. C'est donc une première que nous al-

lons réaliser. Mais que le pouvoir, l'armée, et toute l'opinion sache que ce ne sera pas la dernière et que, s'il le faut, nous saurons aller plus loin, jusqu'à l'abandon du projet d'extension. Millau, le 12 août 1977. Collectif du rassemblement du Larzac.

INFOS LARZAC

La SCPC de Clermont au Larzac

Toutes celles et tous ceux qui se sentent concernés sont invités au rassemblement du Larzac. Départ : samedi 13 août, à 9 h 30, devant le centre Blaise-Pascal. Sections syndicales CGT-CFDT

• Montpellier : Pour ceux et celles qui veulent en être de ce Larzac 1977.

Il faisait encore un peu frisquet sur le plateau, hier matin à huit heures, quand débuta chez Michel, un paysan du Larzac, la réunion du collectif de préparation au rassemblement. Il y avait là une quinzaine de personnes aux paupières encore lourdes de sommeil ! Depuis quinze jours, ils sont sur la brèche et le temps leur est compté pour dormir... Composé de paysans, de représentants des comités Larzac et un responsable pour chacun des cinq meetings prévus, le week-end, le collectif aborde les derniers préparatifs. On s'assoit en cercle dans l'herbe encore mouillée par la rosée. Il y a beaucoup de problèmes techniques à régler. La signalisation routière ?

rendez-vous samedi à 15 h place des Arceaux. Soyez sympas, ne laissez pas votre voiture au garage, il y a des copains qui n'en ont pas.

• Assemblée générale des militants et sympathisants LCR, samedi à 18 h sur le plateau, devant le stand de « Rouge » et de la LCR-Millau.

Les derniers préparatifs

Une équipe de « moto-fusées » doit se mettre en place dès samedi matin. Les stands ? Le service d'ordre devra veiller à la répartition équitable des emplacements. L'animation pour les gosses ? Ce ne sera pas une garderie, attention ! La fermeture est prévue pour 21 h samedi. Un « jeu de massacre » a été construit par des enfants, et l'on pourra y cogner la tête du commandant du camp avec des balles à tête de moutons !

L'ambiance est bonne. On sent que les gens, ici, sont rodés à ce genre de manifestations. Pas d'improvisation, rien n'est laissé au hasard. C'est donc avec sérénité que la marche sur les « Agastous », en plein dans le camp militaire, est envisagée. Le service d'ordre est bien organisé, ses membres portent tous un tee-shirt de même couleur.

« Une équipe de télévision allemande doit venir faire une interview, qui va leur répondre ? » demande un membre du collectif. Les plaisanteries fusent. Les paysans

ne se sont pas laissés prendre par la propagande xénophobe déversée par les mass média depuis Malville.

On en vient au problème de l'animation. Des troupes de théâtre et des chanteurs sont attendus. « Danser une semaine après Malville, ce n'est pas évident ! » lance quelqu'un. Mais la solidarité avec les inculpés de Malville est prévue ; des cartes postales seront massivement vendues et envoyées à Bourgoin.

Un autre évoque la première émission de radio-Larzac, jeudi soir, qui s'est déroulée sans ennui. Mais pour les émissions suivantes, cela risque d'être plus dur. Une camionnette de brouillage est venue de Paris et a été repérée dans les parages...

Il est 11 h quand la réunion prend fin. Chacun repart, le calepin bourré de notes et de rendez-vous après la désignation d'un collectif restreint responsable sur le terrain pendant les deux jours. Le soleil est maintenant haut dans le ciel et la chaleur commence à devenir lourde.

Patrick Mars

Aujourd'hui et demain, contre la centrale de Flamanville

FETE POPULAIRE ET PACIFIQUE

C'est entre Greville et Beaumont-Hague, soit à une vingtaine de kilomètres de Flamanville, que le Comité régional d'information et de lutte antinucléaire a choisi d'organiser une fête « populaire et pacifique », aujourd'hui et demain, afin de protester contre le projet d'installation d'une centrale nucléaire à Flamanville même. Débats, projections de films et spectacles s'y succéderont le temps d'un week-end. Les organisateurs préfèrent s'en tenir à ce type de rassemblement, sans marche ni défilé, qui laisse peu de place aux provocations de toutes sortes. Cette fête prendra avant tout l'aspect d'une lutte régionale : les animateurs du CRILAN veulent surtout sensibiliser la population locale. Cette attitude pourtant mesurée des organisateurs n'a pas suffi à convaincre les partis de gauche de s'associer à cette initiative. Le PS, par la voix de Louis Darinot, député de la Manche, a rendu sa position jeudi dernier : « Actuellement, nous évitons toute manifestation publique qui pourrait être interprétée comme un refus pur et simple de l'énergie nucléaire », a-t-il déclaré en toute franchise.

D.C.

Un monstre coûteux et dangereux

Selon les documents officiels de l'EDF, la centrale nucléaire de Flamanville comprendra quatre tranches de 1 300 mégawatts (soit 5 200 au total, la plus forte jamais implantée dans le monde). EDF a dû s'annexer en premier lieu plusieurs hectares de terrain. Ainsi, le site proprement dit recouvrira plus de 120 hectares de terrain. Et se dressera sur plus de deux kilomètres le long de la façade maritime. Pourtant, les besoins en électricité de la région Basse-Normandie sont faibles (1,5 % de la consommation nationale).

• Alors pourquoi ce monstre nucléaire ?

Tout simplement pour fournir de l'électricité à la région parisienne qui se situe à environ 300 km du site de Flamanville. Ainsi, à la sortie de la centrale s'échapperont deux couloirs de lignes à haute tension. L'un se dirigera vers Cherbourg (lignes de 225 000 volts) et l'autre vers Caen, et donc Paris (lignes de 400 000 volts pouvant aller jusqu'à 750 000 volts). Les pylones seront disposés au nombre de quatre tous les 500 m environ, sur 250 m de large, et pourront atteindre 70 à 110 m de haut.

• Quels sont les véritables risques encourus dans la réalisation d'un tel projet ?

En tout premier lieu, les habitants de la région s'interrogent : Flamanville étant situé aux abords de l'usine de retraitement de La Hague, et pas très loin non plus de Cherbourg où se trouvent les sous-

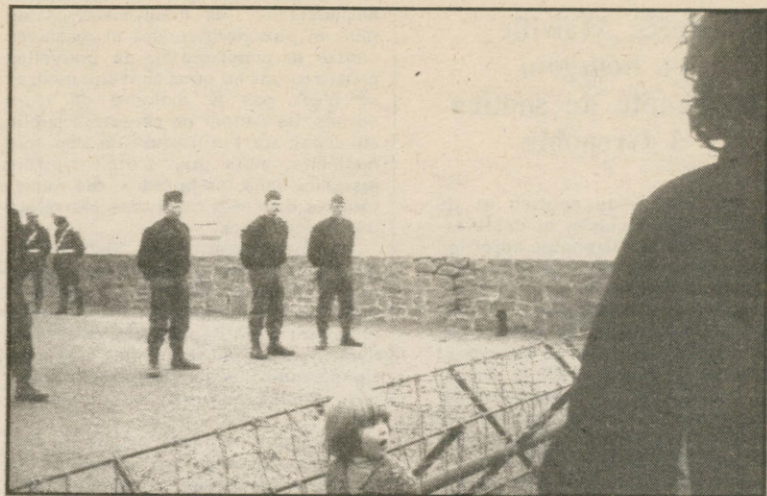
marins atomiques, ils ne voient pas ce qui peut justifier la construction d'une centrale de cette ampleur. Et la concentration que cela implique. La lecture de la demande par EDF de déclaration d'utilité publique pour implanter une centrale à Flamanville en date du 18/02/76 nous apprend :

— que des fuites d'effluents radioactifs gazeux sont inévitables : « Les rejets gazeux se dilueront dans l'atmosphère ambiante. »

— qu'une faible partie de ces corps radioactifs (uranium 235, 238 et plutonium 239 et 241) « s'échappent dans l'eau de refroidissement par les défauts du gainage. » En fonctionnement normal, n'oublions pas que le plutonium est très toxique : une quantité de l'ordre du milliardième de gramme peut être la cause d'un cancer du poumon, si elle est inhalée.

— Que « par rapport à son état naturel, l'eau sera réchauffée de 15° C environ », et donc en plein hiver, un fleuve de 180 m³ de débit par seconde sortira à 21°-22°, et en plein été à 31°-32°, et se déversera dans la mer.

— Que la centrale déversera 20 tonnes de chlore par jour. Le chlore est introduit dans l'eau de refroidissement pour y détruire le plancton et empêcher les patelles ou moules de se fixer sur les canalisations, mais quels seront les taux de concentration de ce chlore sur les côtes du département balayées par les courants de marée ? A terme, n'est-ce pas la destruction de la vie sur les côtes ?



• Quel sera le coût de la construction de ce monstre nucléaire ?

L'édification de la centrale suppose également la construction de digues face aux très fortes tempêtes du cap de La Hague, le dérochement de falaises de granit ramenées de 80 m au niveau 10 et la mise en place des couloirs de ligne à haute tension. Toujours selon

le document de l'EDF, « en valeur au 1^{er} janvier 1975, le coût de la construction est estimé à 7 900 millions de francs pour les quatre tranches », soit 2 milliards nouveaux par tranche. Mais combien en valeur d'aujourd'hui ? Combien à la fin des travaux ? Quand on sait que Fessenheim a, en fait, coûté 45 % plus cher que les prévisions...

D.C.

Le programme de la fête

• Samedi 13 août
16 h : Spectacle : les Gloubins (folklore normand) ; Daniel Scheppler (folk) ; Didier Desmas (chanson) ; spectacle Octobre. Petit théâtre sur la vie quotidienne dans un village où l'on va construire une centrale nucléaire. Projections : « Nucléaire, danger immédiat ». Montage audiovisuel sur l'amiante.

21 h : « Condamnés à réussir », projection du film réalisé par la CFDT sur les conditions de travail

Quelques adresses utiles

« Le Petit Cafard des falaises » (journal du CRILAN). CRILAN, La Quenelière, Saussey, 50200 Coutances. Chèques à l'ordre de : Christine Carriou, école Hérenquerville. 50660 Quettreville-sur-Sienne.

Souscrivez des parts (100 F) au GFA (Groupe foncier agricole). Jules Lerouvillois, Flamanville, 50340 Les Pieux.

Pour prendre contact : — avec le CRILAN : Didier Anger, La Croix Guillotin, Flamanville, 50340 Les Pieux ;

— avec le CDA : Théo Capelle, Sotteville, 50340 Les Pieux.

à La Hague. Débat sur le retraitement des produits radioactifs, avec présence de militants CFDT du CEA.

• Dimanche 14 août :
14 h : Spectacles : Bernard Benoit (guitare celtique) ; Patrick Font et Philippe Val ; la Tête ailleurs (musique) ; les Poinchevaux et Jean-Paul Firman.

15 h : Débat : sur les luttes antinucléaires en France et à l'étranger. Projection des films : « Nucléaire, danger immédiat » et « Condamnés à réussir ».

DIMANCHE EN CORSE RASSEMBLEMENT AUTONOMISTE

L'« Unione di u Populu Corsu » (UPC) convoque dimanche à Furiani, petite commune voisine de Bastia, ce qu'elle appelle un « grand rassemblement populaire ». Le docteur Edmond Siméoni, animateur de l'UPC, a apporté hier, au cours d'une conférence de presse, quelques précisions sur le caractère de cette initiative : « La Corse, a-t-il dit, vit une période très troublée, caractéristique d'une situation bloquée. Ce statu-quo est inadmissible, et c'est à cela que nous allons remédier. » Edmond Siméoni a proposé à ce sujet dans sa déclaration : « Nous mettons au point un projet complet concernant les différents plans, culturel, social, économique, avec notamment l'élaboration d'une loi de retour pour les exilés et d'un code pour les investissements. Nous entendons également, dans l'année qui vient, procéder à la mise en place progressive d'un gouvernement de la Corse autonome afin d'assurer le devenir de notre pays. » Le responsable de l'UPC a, en outre, constaté que « la droite française est incapable d'assurer la décolonisation de la Corse, à moins d'y être contrainte, et la gauche apparaît totalement désunie sur le même problème à l'approche des élections législatives de 1978 », toutefois, « contrairement au Front de libération nationale corse », il ne veut pas « mener une lutte de libération armée : ce serait une attitude suicidaire et notre peuple s'y refuserait » a-t-il indiqué. Enfin, l'UPC entend bien profiter du rassemblement de dimanche, pour « marquer le commencement d'une phase nouvelle dans la lutte autonomiste. »

Ce rassemblement survient au moment même où Georges Marchais répondant précisément à une lettre que l'UPC lui avait adressée, a précisé la position des communistes sur le problème corse : « Elle correspond à notre conception de l'unité nationale. L'unité nationale — à laquelle nous tenons — doit en effet résulter de la liberté et non pas de la contrainte. C'est d'ailleurs ainsi que la Corse a donné son adhésion à la libre nation française. » De quoi réjouir les milliers de personnes attendues dimanche à Furiani.



LES INCULPES DE BOURGOIN FONT APPEL

Les six militants antinucléaires condamnés à la prison ferme après le procès de Bourgoin ont décidé de faire appel. Une septième inculpée, Thérèse Ciaramaglia, condamnée à un mois de prison avec sursis a pris la même décision.

Le parquet n'a pas encore fait connaître sa position après cet appel.

Sur la photo, on voit les condamnés sortant du palais de justice de Bourgoin pour être menés à leur prison.

On vous dit tout on vous cache rien

Après Malville et Bourgoin un comité de soutien à Grenoble

Un comité de soutien et de défense des inculpés et des blessés s'est créé à Grenoble après les événements de Malville et le procès de Bourgoin. Pour tout renseignement, s'adresser à José Bérenghier, 27 bd Lénine, 69 Vénissieux, tél. 78-70.74.52. Soutien financier : CCP Serge Blanc, 6-022-62 Lyon.

Pour écrire aux camarades emprisonnés (Lucien Bechloff, Roland Mueller, Hans-Peter Jäger, Josef Schweizer, Rudolf Krahanduhl, Lucien Mons), ou leur faire parvenir des colis : prison Saint-Paul, 12 quai Perrache, 69002 Lyon.

Protestations des défenseurs de la cité Vercingétorix

Les associations de défense de la cité d'artistes de la rue Vercingétorix, protestent vendredi dans un communiqué contre la tentative de démolition d'un atelier situé dans la cité par les équipes de la SEMIREP.

Les associations signataires s'élèvent contre « les nouvelles dégradations créées ainsi dans la cité, malgré les promesses formelles de l'Hôtel de Ville qu'aucune action ne serait entreprise avant septembre. » Elles expriment d'autre part, « leur indignation contre le procédé qui consiste à régler les conflits à la sauvette, en plein mois d'août. »

Expulsions à Paris

Le maire de Paris et le préfet de police « profitent du mois d'août pour accélérer l'exécution des procédures d'expulsion » affirme, dans un communiqué le groupe communiste au Conseil de Paris.

Les élus communistes ajoutent : « La commission soi-disant mise en place par M. Chirac pour examiner humainement les dossiers d'expulsion se révèle être un bluff énorme n'apportant aucune solution à ces douloureux problèmes. »

A partir de mardi dans Rouge Ouvrons le débat sur l'énergie nucléaire

Le développement du mouvement antinucléaire, les manifestations de plus en plus nombreuses et massives contre la construction de nouvelles centrales ont eu pour conséquence, et ce n'est pas le moindre de leurs succès, de donner un caractère public au débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, alors qu'il s'était confiné jusqu'ici dans les bureaux des ministères et dans des cercles restreints de scientifiques.

La manifestation de Malville, de par l'écho qu'elle a rencontré, a donné une dimension nouvelle à la polémique. Une polémique dans laquelle président de la République, gouvernement, partis politiques et organisations syndicales sont aujourd'hui obligés, chacun à sa manière, de s'engager.

Pourtant, ce débat suscite un certain désarroi chez les opposants au nucléaire, notamment à cause des prises de position des organisations réformistes et syndicales. Le PCF et la CGT ne se sont-ils pas faits les champions de la défense du programme électro nucléaire français, condamnant sans rémission les écologistes qui ne seraient que de vulgaires partisans d'un retour au Moyen Age ou des provocateurs au service du pouvoir. Le Parti socialiste a, certes, émis quelques critiques sur l'actuel programme électro nucléaire, et a lancé l'idée d'un référendum... mais a refusé de soutenir la manifestation de Malville et refuse aujourd'hui de participer à celle de Flamanville. Quant à la CFDT, alors qu'elle avait développé une critique radicale de l'ensemble du programme électro nucléaire français, elle aussi a refusé d'appeler à la manifestation de Malville... vu les risques de provocation.

Quant aux organisations révolutionnaires, elles ont, dans leur ensemble, sous-estimé l'importance du mouvement antinucléaire, et elles ont souvent adopté une attitude attentiste, voire « défensive », étant empruntées, voire démunies face aux interrogations des écologistes.

Nous devons rompre avec une telle attitude. L'ensemble des problèmes soulevés par la lutte contre le nucléaire concerne directement le mouvement ouvrier et sont d'une extrême importance. Ne posent-ils pas à la fois la nécessité de mener aujourd'hui une lutte qui mette en échec les choix de la bourgeoisie en matière énergétique (des choix qui sont un des aspects de la barbarie capitaliste) et des questions sur le type de société socialiste que nous voulons construire.

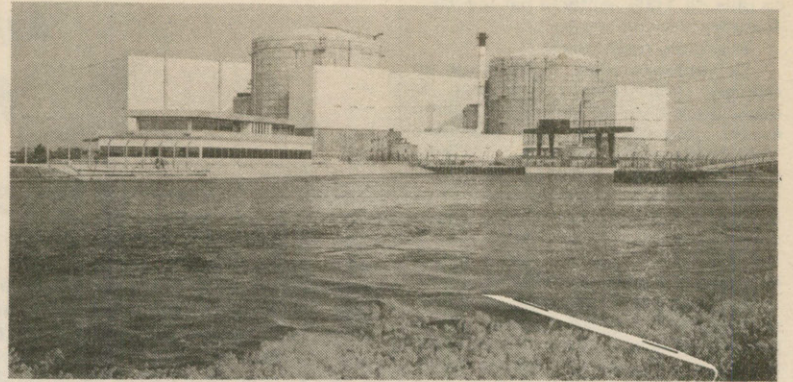
C'est dans ce sens que nous ouvrons mardi un débat par une série d'articles qui aborderont les problèmes suivants :

- l'enjeu économique de l'énergie nucléaire ;
- les dangers du nucléaire : mythe ou réalité ;
- le faux dilemme : nucléaire ou éclairage à la bougie, développement des forces productives et énergie nucléaire ;

— les organisations ouvrières et l'énergie nucléaire ;

— les ambiguïtés de la stratégie des groupes écologistes ;

— socialisme et énergie nucléaire : peut-on imaginer une société socialiste utilisant ce type d'énergie ?



Réponse au courrier de Malville

Dans le courrier des lecteurs, sur le bilan de Malville, quatre thèmes apparaissent :

— On ne peut laisser la bourgeoisie appliquer sa politique du « tout nucléaire ». L'objectif de la manifestation de Malville aurait dû être l'occupation du site. Il fallait se donner les moyens de déborder les forces de police.

— Il était politiquement juste d'affirmer que la marche ne cherchait pas l'affrontement avec la police, mais il était non moins juste d'organiser l'autodéfense de la

Nous reconnaissons que faute d'avoir préparé suffisamment longtemps à l'avance la marche sur Malville, nous avons surestimé la capacité des comités Malville à organiser une mobilisation d'une telle ampleur. En conséquence, nous n'avons pas mené une bataille politique suffisante pour préciser l'objectif de la marche tel qu'il était politiquement défini par la coordination des comités Malville, et nous ne nous sommes pas donnés les moyens pratiques nécessaires à la fois pour faire respecter cet objectif et déjouer la provocation policière.

En effet, il s'est avéré que sur le terrain la coordination des comités Malville cherchait à concilier l'inconciliable : une marche pacifique à l'autodéfense minima, confinant à l'idéologie non violente, et une progression dans la zone interdite, vers le site, pourtant gardé par un dispositif policier sans précédent.

Contrairement à certains lecteurs, nous continuons à penser que le but de la marche de Malville ne devait pas être l'affrontement offensif avec la police. Et cela pour une raison fondamentale : un affrontement offensif face à des policiers disposant d'armes de guerre, telles que les grenades offensives, n'est assumable que s'il repose sur un soutien de masse dépassant largement le nombre des manifestants, que s'il s'appuie sur le sentiment répandu de la légitimité, si ce n'est de l'insurrection, du moins de la révolte. C'était le cas en mai 68 pour le mouvement étudiant. C'était le

cas face à la barbarie de l'agression impérialiste au Vietnam...

Or, il est faux qu'un tel sentiment existe dès aujourd'hui face à la barbarie du programme électronucléaire français. Nous n'en sommes qu'au début de la prise de conscience. La tâche essentielle est de développer l'opposition de plus en plus massive au « tout nucléaire ». Toutes les actions doivent avoir ce but prioritaire et toutes doivent jugées en fonction de lui. Le programme électronucléaire ne sera pas stoppé si une fraction massive — voire majoritaire — de la population ne s'y oppose pas. Contrairement à ce qu'écrivent les CCA, un affrontement collectif de masse à Malville n'aurait pas fait plier le gouvernement !

C'est pourquoi la perspective après Malville ne peut être ni la guérilla répétée sur les sites ni les actions de commandos anti-EDF. La perspective à l'échelle nationale doit être la bataille pour le moratoire, c'est-à-dire l'arrêt immédiat de la construction des centrales avec ouverture d'un débat national où seront fournies publiquement toutes les données tenues secrètes... A cette bataille, il est possible de gagner des pans entiers de mouvement ouvrier en mettant en difficulté les directions réformistes.

Un tel objectif national, matérialisable par exemple sous la forme d'une pétition recueillant un ou deux millions de signatures, devrait s'articuler avec le renforcement des manifestations contre l'installation

manifestation, ce qui n'a pratiquement pas été fait. La LCR a sa part de responsabilité.

— « Rouge » a mal rendu compte de la manifestation et de ses lendemains. « Force est de constater que j'ai préféré, comme d'autres camarades, les comptes rendus de « Libération » à ceux de « Rouge », écrit un lecteur.

— Comment continuer la mobilisation antinucléaire ? Quelle analyse et quelles perspectives pour le mouvement écologique ?

Il s'agit seulement ici de préciser notre position sur l'objectif de la manifestation de Malville.

des centrales, avec le renforcement du mouvement collectif d'autoréduction de 15 % des factures EDF, avec le renforcement de la coordination nationale et internationale du mouvement antinucléaire. Sur cette base, alors, mais alors seulement, face à un pouvoir qui refuserait le moratoire et l'ouverture d'un débat, l'affrontement de masse contre les nerfs patentés de l'Etat policier serait possible. Mais aujourd'hui, brûler les étapes, multiplier les actions de commandos anti-EDF a l'effet rigoureusement inverse. Cela permet en effet aux directions réformistes, s'appuyant sur la crainte compréhensible de certains travailleurs de l'EDF, de lancer leur scandaleux mot d'ordre de grève pour le renforcement de la protection policière de l'entreprise nationalisée. Cela favorise la coupure du mouvement antinucléaire et du mouvement ouvrier. Cela mène à l'isolement et la scission du mouvement antinucléaire entre les « nucléo-violents » et les « écolo-électorales ».

Ceci dit, il reste parfaitement juste qu'une fois fixé un cadre précis à la manifestation de Malville, en refusant tout affrontement offensif avec le dispositif policier, il fallait organiser pratiquement l'autodéfense de la manifestation. Mais on ne peut entretenir la confusion en mélangeant comme le font les CCA l'« offensive » et l'« autodéfense » et qui plus est en s'en remettant entièrement, pour l'une et l'autre, à des comités de masse.

Un accord peut être signé le 16 août 1976/1977 : L'année du Parisien

La plus longue lutte jusqu'à présent menée par les travailleurs du Livre, celle du « Parisien libéré », plus de 28 mois, va-t-elle se terminer dans les prochains jours ?

Après douze heures de négociations dans la nuit de jeudi à vendredi entre Beullac, ministre

un déficit croissant. Cette décision entraînait le licenciement de cinquante-deux journalistes et de deux cent trente-trois ouvriers du Livre.

Mais le syndicat CGT du Livre refusait toute réduction d'effectifs et décidait dans un premier temps la limitation et le retard de la sortie du journal, puis le 6 mai 1975, d'occuper les imprimeries du Parisien, rue d'Enghien et rue des Petites-Ecuries



L'arrivée du Tour de France organisé par « l'Equipe » et « le Parisien libéré ». Les travailleurs avaient tenu à rappeler qu'ils étaient toujours là.

Le comité intersyndical du Livre fait le point

Le comité intersyndical du Livre parisien qui « entend ne pas polémiquer avec le ministre du Travail dont la déclaration (voir encadré) risque de créer des obstacles artificiels alors que les textes ne sont pas encore publiés », fait le point sur la « situation réelle ».

« L'accord mis au point est positif. Il répond en tout ce qu'il a d'essentiel à l'esprit du texte établi en juillet... 112 travailleurs sont réintégrés (110 ouvriers et 2 cadres)... 40 sont reclassés dans les imprimeries de la presse parisienne... 192 sont reclassés aux messageries, et les dispositions nécessaires sont du seul ressort de cette entreprise. 63 sont en retraite ou en pré-retraite à partir de 57 ans.

« En tout état de cause, il existe une solution pour tous les travailleurs du « Parisien libéré » qui ont participé au conflit. Ils recevront une indemnité forfaitaire de fin de contentieux. » Les salaires, toujours d'après le comité, « ce sont ceux de l'accord de juillet 1977. L'important, c'est qu'il place ceux-ci au niveau de la moyenne de la profession. »

« Quant à la question des libertés syndicales, le texte actuel de l'accord est identique à celui de Juillet. » (...)

du Travail, et des représentants de la fédération du Livre CGT et du comité intersyndical, un accord semble être en vue, bien que la discussion doive continuer mardi prochain.

Selon Jacques Piot de la CGT, « les bases générales d'un accord ont été dégagées et permettent d'envisager l'aboutissement du conflit... La CGT réunit ses instances syndicales, elle mettra tout en œuvre pour l'aboutissement rapide du conflit ».

Pour le ministre, « un accord définitif a pu se dessiner... Le ministre du Travail lui donnera son aval mardi 16 août s'il n'apparaît pas entre-temps de contestation sur sa forme et son fond ».

C'est le 3 mars 1975 qu'Emilien Amaury, président du conseil d'administration du Parisien libéré (plus de 900 000 exemplaires, plus d'un million de lecteurs, 600 ouvriers), avait décidé d'adopter un nouveau format et de supprimer vingt-deux éditions régionales du quotidien pour faire face disant-il à

à Paris, pour arrêter complètement la parution du journal.

Après de nombreuses actions pour populariser leur lutte, ceux du Parisien avait finalement été expulsés des usines occupées par une véritable armada de policiers, le 5 décembre 1976. Depuis, ils avaient continué la lutte « sous d'autres formes » : rodéos pour détruire les exemplaires du Parisien imprimés dans la nouvelle imprimerie d'Amaury à Saint-Ouen, ou en Belgique, occupations de monuments, etc.

Après la mort d'Amaury, au lendemain du nouvel an 1977, un médiateur était nommé, Mottin, dont les travailleurs refusaient finalement, par référendum, les propositions. Puis, nouvelles négociations qui aboutissaient avec le successeur d'Amaury, Bellanger, à un accord le 11 juillet 1977.

Mais le gouvernement refusait alors de donner son aval à cet accord puis finalement acceptait de le négocier. Son mutisme devenait de plus en plus inexplicable pour l'opinion publique, alors qu'une solution paraissait en vue.

Après la signature de l'accord cadre concernant l'ensemble de la presse parisienne, mais laissant de côté la question du Parisien, avec

les menaces finalement exécutées d'expulsion des grévistes et les nombreux procès intentés à des militants du Livre, la lutte du Parisien aura depuis un an été la pierre de touche de l'intransigeance

patronale et gouvernementale, de la combativité des travailleurs du Livre et aussi de la tactique d'un syndicat attentif à ne pas se faire « déborder ».

N.G.

L'opinion du ministre

Un communiqué ministériel de Beullac affirme : « Le nouveau texte clarifie ce qui ne l'était pas, met à leur place normale ou rend compatibles avec l'ensemble des dispositions sociales, la solidarité à l'emploi, certaines clauses inacceptables, telle par exemple celle relative aux congés annuels, pour ce qui est des salaires, le taux d'augmentation est de 5,5 % et non pas de 15 % comme il avait été dit. (...) De même, la retraite anticipée avant l'âge de 56 ans et six mois ne

figure plus dans l'accord. Le document affirme à la fois la liberté d'embauche dans l'entreprise et la mensualisation, la liberté d'accès dans les deux entreprises, quelle que soit l'appartenance syndicale, il y aura donc deux comités d'entreprise distincts. (...) L'agrément donné par le gouvernement entraînerait la mise en œuvre des dispositions de solidarité et un concours exceptionnel et forfaitaire de 8,5 millions de francs aux caisses de retraite de la profession. (...) »

Intervention policière à La Courneuve

Les gueules casquées chez Mécano

Après Cazeneuve, Hélio-Cachan, le Parisien libéré, c'est aujourd'hui au tour des travailleurs de Mécano-Cogefon (entre prise de machines-outils située à La Courneuve, Seine Saint-Denis) d'être expulsés de leur usine par les gueules casquées du gouvernement. Ils occupaient leur entreprise depuis le 12 janvier 1976 pour protester contre le licenciement de 417 salariés orchestré par le groupe patronal Marine de Wendel (trois mille emplois ont été supprimés en trois ans dans le secteur de la machine-outil).

Encore une fois, le gouvernement Giscard-Barre, face aux revendications légitimes des travailleurs, ne trouve qu'une seule réponse : la répression.

Et pourtant, cette intervention policière s'inscrit au moment où Barre ose parler d'une prétendue « relance économique » ou d'une invisible diminution du nombre des chômeurs.

Elle intervient également au moment où le préfet de la Seine-Saint-Denis déclare au cours d'une session extraordinaire du conseil général sur

la situation de la machine-outil : « Une politique est en cours pour un nouvel essor de la machine-outil dans notre département. »

Voilà une lumineuse illustration de la politique gouvernementale, d'un côté, on promet, de l'autre, on réprime.

Une vaste riposte unitaire s'impose pour le retrait immédiat de l'usine des forces de répression et pour la satisfaction des revendications des travailleurs de chez Mécano.

Frédéric Nicolas

« Le plan Barre, ça trompe énormément »

Après l'intervention policière, au petit matin du 11 août, à l'usine Mécano-Cogefon et l'investissement par les flics et les milices patronales privées, « la riposte » s'organise. A l'appel de l'union locale CGT, un rassemblement était convoqué, hier à 11 h, devant la préfecture de Bobigny pour protester contre l'expulsion. Environ trois cents travailleurs étaient présents. Ils venaient des entreprises voisines : Rateau, Norton, SNIAS, Cazeneuve, etc. (Soixante-quatre entreprises du département étaient présentes). Ceux de Chaix — eux aussi toujours en grève — et du Parisien libéré étaient également venus apporter leur soutien aux expulsés. Les travailleurs de Mécano étaient là, encore un peu « sonnés » par l'intervention policière de la veille. Une délégation de responsables syndicaux CGT et CFDT s'est rendue à la préfecture pour déposer des pétitions, des mo-

tions de protestation, et demander le retrait immédiat des forces de police et l'ouverture de la négociation.

En attendant, les travailleurs attentifs et déterminés discutent de la riposte à entreprendre. Quelques mots d'ordre fusent : « Te plan Barre, c'est du bidon, c'est tous ensemble qu'il faut lutter ! » Ou encore : « Le plan Barre, c'est comme les éléphants, ça trompe, ça trompe énormément ! » On écoute les interventions syndicales qui condamnent les méfaits de la politique gouvernementale et qui en appelle à la solidarité de la population du département avec les travailleurs de Mécano.

Enfin, après une longue attente, la délégation sort de la préfecture, elle nous annonce que l'entrevue est négative, on s'en doutait...

De toute façon, me confie un travailleur de chez Mécano, « pour nous, la lutte continue jusqu'au bout. »

La reprise au

Credit lyonnais

Les plans antigrevés de la bourgeoisie

La reprise ne s'est pas faite dans l'allégresse, hier au Crédit. L'intransigeance de la direction, appuyée et encouragée dans son refus de céder par le gouvernement Giscard/Barre a, semble-t-il eu raison de la combativité du personnel des services informatiques en lutte depuis cinq semaines. Même pour la CGT, qui a appelé à la reprise du travail, « on ne peut parler de victoire, mais de recul non négligeable de la direction ».

Pour la CGT, « l'arrêt de la grève était nécessaire pour sauvegarder l'unité du personnel, et en septembre, le mouvement peut reprendre d'une manière générale ».

La CFDT, pour sa part « était défavorable à la reprise du travail et devant le peu de garanties données par la direction, la CFDT reste prête à mener la lutte avec le personnel pour obtenir satisfaction des revendications. »

Mais ce qui a été déterminant dans ce conflit c'est la décision de la direction de faire traiter les opérations par des boîtes de sous-traitance créées pour briser tout mouvement de grève ; ce à quoi les organisations syndicales ont répondu en assignant en référé la direction du Crédit lyonnais. Le jugement sera rendu mardi par le tribunal de Paris.

Encore une fois devant l'intransigeance patronale et gouvernementale, l'exemple du Crédit montre bien la nécessité pour la classe ouvrière d'engager des mobilisations unitaires et massives si celle-ci ne veut pas que demain les plans anti-grèves que la bourgeoisie met en place, ne se généralisent et soient appliqués à l'ensemble des luttes.

B. Morton

En lutte...

SNCF : grève à Dijon

Une grève de vingt-quatre heures a été déclenchée, vendredi matin, à 4 h, par les agents SNCF de la gare Dijon-Ville et de Dijon-Marchandises, à l'appel de toutes les organisations syndicales, sauf la Fédération de la maîtrise et des cadres. Selon la direction de la SNCF, cette grève a été suivie par la quasi-totalité des agents, entraînant de nombreuses perturbations dans le trafic.

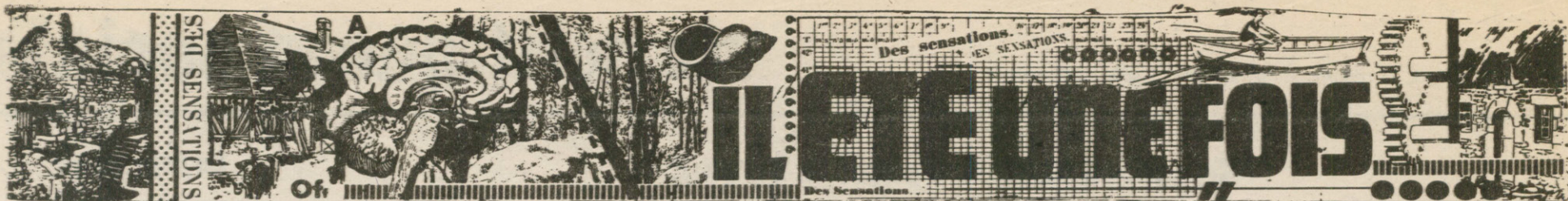
Cette grève a été décidée pour protester contre la compression des effectifs et la privatisation du service public.

Encore deux accidents mortels du travail

Un ouvrier a été tué et un autre grièvement blessé, jeudi, à la suite d'un accident survenu dans une usine de Reding, près de Sarrebourg (Moselle).

Les deux hommes, employés dans une entreprise de fabrication de ferrures pour bâtiment, démontraient un plateau d'embrayage de presse pesant cent kilogrammes. Lorsque la pièce fut brutalement projetée sur eux.

Un postier, qui réparait seul, au bord de la Loire, des lignes, est mort d'un accident durant son travail. Le syndicat CGT des PTT a protesté jeudi, dans un communiqué, contre le manque de sécurité, elle signale également qu'« elle a toujours demandé que pour des réparations, soient envoyés deux agents ». Elle remarque que « les employés des PTT ont dû remettre en état, à la suite des orages de juillet, trois mille cinq cents lignes en dérangement. Il en ressort un minimum de sécurité pour un maximum de fatigue. »



Une exposition à voir à Paris, même par beau temps

PARIS, BOUTIQUES D'HIER

Lorsqu'un préfet Haussmann s'empare du centre de Paris, en fait un gigantesque chantier et le remodèle selon les craintes et les besoins de la classe dominante ; lorsqu'un Pompidou plante une immense usine à gaz culturelle dans l'ancien ventre de Paris, cela se voit, cela fait du bruit dans les chaumières.

Mais l'évolution du paysage urbain n'est pas toujours le fruit d'une telle violence, elle est rarement aussi perceptible. Le plus souvent, ce paysage se modifie par retouches successives, innovations limitées. Et ce paysage est à tel point la texture de notre vie quotidienne, beaucoup plus qu'un décor, que nous mesurons mal, le plus souvent, le chemin parcouru d'une décennie à l'autre, d'un siècle à l'autre. C'est ce que souligne de plusieurs traits l'exposition « Paris, boutiques d'hier » (1).

Il faut aller voir cette exposition, non pour le plaisir toujours équivoque du rétro tel qu'il est dans l'air du temps, mais pour le goût de l'histoire.

La ville, la grande ville, est de l'histoire accumulée. Une histoire dont chacun retrouve les signes qui lui conviennent ou qui sont à sa portée ; aux militaires l'Arc de triomphe et les plaques commémoratives. A ceux qui savent voir et sentir, un fourmillement d'autres signes, rappelons-nous Nadja d'André Breton. La ville entretient et conforte l'illusion du présent éternel, car l'histoire y est épaisse et opaque. Le passé de la ville qui est histoire humaine inscrite dans la pierre ou le bitume, il faut savoir le détecter sous l'innovation et la démolition, l'imaginer aux fossiles et aux buttes-témoins, le retrouver au-delà de ses inscriptions officielles, les monuments et lieux « historiques ». Soulever le voile de la ville « officielle » (qui à Paris est terriblement « versaillaise »), et réinventer une ville plus complexe et plus dense que Hôtel de Ville-bassin des Tuileries-Champs-Élysées.

Sans trottoirs

C'est à cela que nous incite l'exposition Paris, boutiques d'hier. Imaginez un instant, dans un décor moins toc que celui de Scaramouche ou Angélique, la rue parisienne sans trottoirs ni éclairage public. Avant Napoléon, homme d'ordre en toutes choses. Imaginez les boutiques médiévales (qui subsistent jusqu'au XVII^e siècle), directement ouvertes sur la rue, où le client



ne pénètre pas, la marchandise directement présentée au client, sur la rue, les enseignes qui les distinguent, lourdes, tintant dans le vent, dangereuses pour le passant, au point qu'un édit royal en limita un jour la suspension...

La boutique est (était) un lieu stratégique de la ville. Lieu d'échange, lieu social par excellence, un des lieux où s'organise la vie urbaine. Pour cela, sans doute, un lieu où se concentrent tant de signes, d'indices de reconnaissance. Aussi, la boutique médiévale, avec ses enseignes et son accès direct sur la rue, nous en dit-elle long sur la vie urbaine médiévale, sur la rue médiévale, beaucoup plus directement qu'aujourd'hui lieu de vie, de rencontre, d'échange social.

L'argent sur les murs

De la même façon que nous en dit long sur l'évolution de la vie sociale et la transformation des classes sociales, la transformation de « l'échope » médiévale en « boutique », au sens moderne du terme : la boutique s'ouvre au client, son aspect intérieur et extérieur se modifie. Dans un premier temps, des tableaux (de « Maîtres », parfois) se substituent aux enseignes. Puis le décor s'étend à toute la devanture, à tout le magasin, lui-même. Le décor de la boutique devient signe de l'ascension sociale du marchand, du boutiquier qui veut qu'on « voie son argent sur les murs », s'arrache — au XVIII^e et au XIX^e siècles — au « peuple » où le confondait l'époque médiévale avec les artisans et les futurs prolétaires. C'est

l'époque aussi des ateliers de décoration, peu nombreux, réputés, promoteurs de styles particuliers, de techniques décoratives nouvelles.

Le décor est signe extérieur de richesse du commerçant, il explicite la nature de son commerce par l'intermédiaire d'un certain nombre d'indices visuels de reconnaissance (tête de Saint-Antoine, patron des charcutiers, épis de blé pour les boulangeries, etc.). Il indique parfois la personnalité du commerçant, il vise à attirer, par son appareil, la clientèle. Abondance de ce signe, qui renvoie à l'idéal des marchands qui s'y désignent.

D'une façon générale, le décor de la boutique dont l'apogée se situe à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, emprunte ses thèmes, ses motifs et ses couleurs à la vie paysanne. C'est que le boutiquier de cette époque s'institue médiateur entre le pays rural et le pays urbain, la France industrielle naissante et la France agricole, éternel grenier. Mise en scène d'un rêve de bonne entente et d'harmonie de l'une et l'autre, mis à mal, déjà, par la Commune de Paris, ruiné par la Première Guerre mondiale où s'illustre le triomphe de la France de l'acier et de la mitraille, où la sueur du paysan et de l'ouvrier fraternellement mêlées dans ce rêve, se muent en sang de la chair à canons. Fin des illusions de la Belle Époque, décadence de la boutique décorée, point de confluence de tant de ces rêves.

Design...

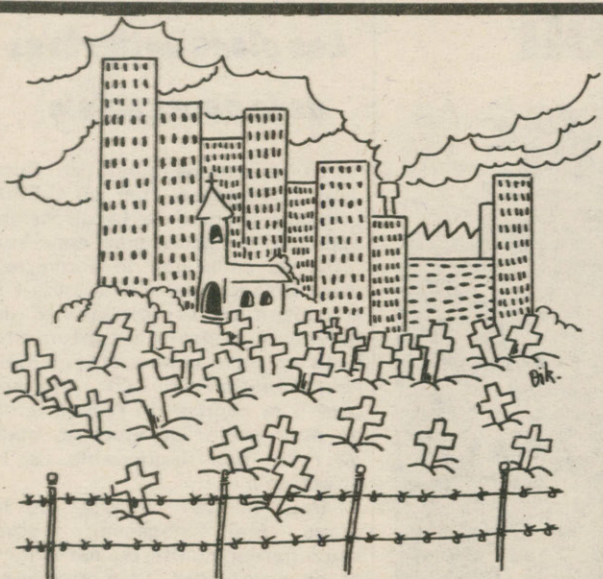
La grande surface n'a pas

totallement rayé du paysage urbain la boutique, les choses ne sont pas aussi simples, mais l'évolution de la structure du commerce a assurément détruit ce signe dans la ville qu'était la boutique du XIX^e et du début du XX^e siècle. Le design inodore et sans saveur ou le rustique-toc investissent ce qui reste de la boutique. Sans trop chercher, même dans le Marais, vous trouverez des remakes des devantures décorées d'antan. Plus rarement, quelques authentiques, ainsi que dans quelques autres arrondissements qu'indique le catalogue de l'exposition. Mais le rétro-mode, le rétro-chic, le rétro-« boutique d'art » voilent mal la lèvre spéculative qui s'étend sur les murs de la ville.

Visitez le Marais, ses expulsions, ses immeubles en démolition... A l'époque de l'apogée des boutiques, leur décor était aussi « popularisation » d'un art enfermé dans les salons, une manière d'ouverture sur la vie de cet art... L'Angélus de Millet, à tant de devantures, la prolifération des décors inspirés par « l'art japonais », le « style nouille » (« Art nouveau ») au tournant du siècle... Certes, il en aurait fallu beaucoup plus que pour l'art fût au peuple, et il est vrai que cet art « descendait » des salons de la classe dominante vers le peuple. Mais il reste que quelque chose de la vie sociale et culturelle s'inscrivait sur les murs de la boutique, au seuil de la rue. La rue morte aujourd'hui du bruit des moteurs et des marteaux-piqueurs.

AB.

(1) Jusqu'au 17 octobre. Musée des arts et traditions populaires, métro Argentine, Paris.



Monsieur «loisirs et vacances» a pondu son rapport...

Giscard d'Estaing a été formé sur la règle du rapport, des notes de synthèses, des brillants exposés. Toute une école ! Avant, c'est lui qui les faisait, maintenant, qu'il est chef de l'Etat, il demande qu'on les lui fasse. Les lit-il ? Finissent-ils au panier ? Qu'est devenu celui de « M. Prostitution » ? Et celui de « M. Economie d'énergie » ?

Il vient juste d'en tomber un sur la violence et en attendant celui que Mme Pelletier nous prépare sur la drogue, nous pourrions consacrer notre mois d'août à la lecture de celui que le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, J. Blanc, vient de remettre au président. Il cause des loisirs et il contient 150 propositions pour les vacances.

Giscard lui avait demandé de bien vouloir étudier les moyens de réduire les inégalités des Français. Le rapport établit trois grands principes : 1) permettre à ceux qui ne partent pas de partir ; 2) permettre à ceux qui partent de « mieux vivre leurs vacances » ; 3) introduire les loisirs dans la vie quotidienne.

Et comme il se doit, il conclut en soulignant que l'amélioration de l'utilisation des temps de loisirs repose sur la volonté de chacun : les pouvoirs publics ne peuvent et ne doivent pas tout faire, mais plutôt harmoniser les initiatives diverses, susciter l'esprit de créativité et informer des possibilités nouvelles qui vont être offertes.

Justement, quelles sont-elles ? Pour le moment, elles ne sont rien que des propositions. En vrac, il s'agirait de doubler dès 1978 le montant de l'aide dispensée aux familles par les caisses d'allocations familiales, de créer un « titre-vacances », analogue au ticket-restaurant, qui serait bonifié par l'entreprise ou le comité d'entreprise et dont le prix serait modulé en fonction des ressources de l'intéressé. Ce titre devrait pouvoir être utilisé dans des formes multiples d'hébergement de vacances, y compris l'hôtellerie. Pendant qu'on y est, on

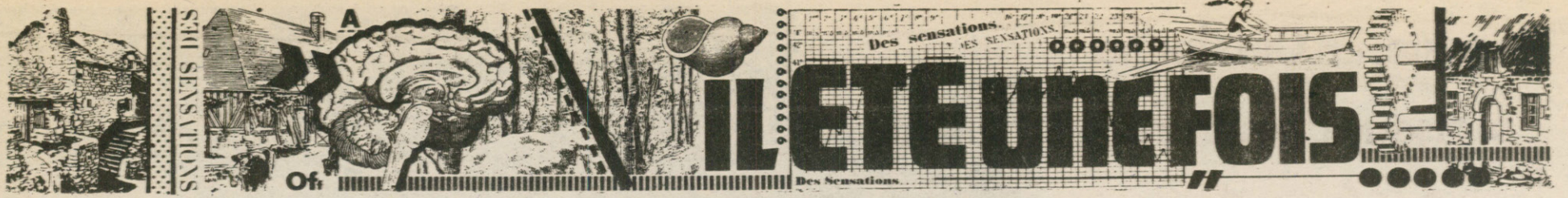
améliorerait aussi, dans ce rapport, le système de remplacement permettant aux agriculteurs de quitter leurs fermes pour prendre des vacances. Les vieux auraient droit à des réductions supplémentaires et la fiscalité sur les locations saisonnières serait allégée. Il préconise aussi l'abaissement de la TVA à 7 % pour les prestations de la petite hôtellerie.

Après avoir donné dans le social, le rapport entre carrément dans la science-fiction, il y était d'ailleurs déjà un peu, en proposant de créer une « délégation à l'aménagement du temps » qui permettrait d'étaler les vacances dans l'espace et dans le temps. Plus terre-à-terre, nous nous contenterions pour commencer d'une réduction du temps de travail et d'augmentations de salaires. Sur ce ça améliorerait énormément nos vacances !

On comprend bien le grand dessein réformateur de Giscard. Toutes ces belles promesses pour les vacances de 1978 supposent que mars 1978 se passe bien. Un peu de vacances pour les pauvres, un peu de vacances pour les vieux, un peu d'argent pour les petits hôteliers et beaucoup de voix pour le président. Où vont-ils prendre l'argent pour faire tout ça ? Ce n'est plus la crise ? Il n'y a que les promesses qui ne coûtent rien, mais même celles-ci ne nous plaisent pas.

L'organisation des vacances n'est que la conséquence de celle du travail. Exploité et dépossédé de son activité 11 mois sur 12, le travailleur n'aura pas de meilleures vacances parce qu'il devra les prendre en mars, février ou mai au lieu d'août. Exploité, volé 11 mois sur 12, par quel miracle le travailleur ne serait-il plus le 12^e ? Des propositions de technocrates ne changeront pas la vie. Et il nous intéresse peu de les discuter en détail. Qu'ils commencent par accorder la cinquième semaine de congés payés à tout le monde, puisqu'on parle de vacances, et on verra pour la suite.

David Freiman



Samedi à 21 h 30 sur FR3

La guerre de pacification en Amazonie

Après « la Guerre de pacification en Amazonie », la série « le Choc des cultures » entre dans le vif du sujet. Autant les deux premiers épisodes, assez impressionnistes, opéraient par allusion, autant les trois suivants sont parfaitement clairs dans la dénonciation de l'impérialisme des Blancs. Trois samedis soir que les militants anti-impérialistes peuvent donc passer à regarder FR 3.

Entretien avec le réalisateur Yves Billon

— Yves Billon. Au départ, j'avais une double motivation. Il y a, en Amazonie, un exemple très clair de processus impérialiste. D'autre part, il y avait une situation historiquement exceptionnelle : le premier contact entre la civilisation blanche, enfin ses représentants — on les appelle les « pacificateurs » — et des groupes d'Indiens qui n'avaient jamais eu de contacts avec les Blancs.

• La caméra était là au moment où la rencontre s'est faite ?

— Oui, ça se passe presque

toujours de la même manière. Les « pacificateurs » accrochent des cadeaux à des espèces d'étagères qu'ils disposent sur des sentiers qu'ils savent fréquentés par des Indiens.

Une fois que les Indiens ont accepté les cadeaux, le piège est refermé. A cause de la dépendance qui se crée, ils sont condamnés à être regroupés dans des camps dits « d'attraction ». Il faut remarquer que tout est planifié au niveau gouvernemental et que les organisateurs de cette planification sont les militaires et les économistes, jamais des ethnologues...

• Les Indiens sont regroupés un peu comme les Américains regroupaient les paysans au Vietnam ?

— Du point de vue stratégique, c'est évident. Les termes même de « pacification », « camp d'attraction » (...). Il y a un côté « rebelles ». Historiquement, toutes les colonisations depuis les Portugais ont toujours suivi les axes des rivières, c'est-à-dire que les Indiens avaient le choix entre rester ou s'enfuir sur des terres un peu plus hautes. Les routes transamazoniennes, elles, coupent les poches qui sont en dehors des fleuves. En plus, il est prévu cent kilomètres de colonisation de part et d'autre des routes, ce qui quadrille totalement l'Amazonie et supprime tout refuge.

• Pouvez-vous évoquer les autres aspects du film ?

— Bon, il y avait premièrement montrer la « pacification », le piège. Ensuite, montrer que chaque pacification est enclenchée pour des motifs

strictement économiques. Parallèlement à ça, montrer tous les aspects de la politique « indigéniste » du Brésil, la « pacification », la réserve indienne de Xingu et les deux théories — opposées — du contact : celle de Francisco Merelles, défenseur de l'intégration, en douceur, mais totale et celle des frères Villas-Boas, qui est de créer des barrières pour préserver les sociétés indigènes et faire des réserves des champs d'investigation scientifique. Ces deux théories, bien que contradictoires, mènent toutes les deux à un drame pour les sociétés indigènes.

Toutes les pacifications sont engagées sans aucune protection médicale. Volontairement ou involontairement. Ça prend une importance telle qu'on aurait tendance à penser que c'est volontaire. De quatre millions, les Indiens sont passés à 50/100 000. Il n'y en a pour ainsi dire plus. Les ethnologues qu'on veut défendre les Indiens sans se préoccuper de savoir comment ils ont été massacrés sont des rigolos.

• Le film se termine par la prolétarianisation des Indiens ?

— On a évité de montrer la déchéance des Indiens eu contact des touristes. D'abord parce que c'était trop facile. Ensuite, parce que le gouvernement brésilien lui-même ne favorise pas tellement le tourisme dans les réserves indiennes. Par contre, il a des objectifs économiques précis. Prenons les Indiens Carajas, de l'île de Bananal. On leur a imposé un plan d'expansion économique dont ils sont complètement absents : élevage, alors que ça ne faisait pas partie de leurs traditions, gigantesque plantations mécanisées de riz qu'ils ne contrôlent pas du tout et dont ils ne reçoivent pas les bénéfices. Ce que nous avons essayé de montrer, c'est l'apparition de différenciations sociales qui détruisent l'harmonie de la société Carajas : ainsi, les conducteurs de tracteurs reçoivent un haut salaire et donc ont un niveau social plus élevé. Il y a eu aussi la création d'une police indi-

gène, de vrais flics indiens, qui reçoivent aussi de hauts salaires et tendent à détruire l'autorité tribale.

• Pour terminer, Yves Billon évoque les aspects universels de l'exemple brésilien.

— Il se trouve que les Brésiliens sont les acteurs de cette histoire. Mais qui possède de gros intérêts dans la région ? Les grandes sociétés minières américaines, françaises, canadiennes. Il y a là quelque chose qui dépasse de beaucoup les Brésiliens et qu'on retrouve en Afrique, par exemple. Maintenant, c'est peut être un peu prétentieux, mais on a aussi pour objectif de faire la comparaison avec l'intégration des minorités paysannes françaises par la civilisation technicienne et urbaine. On a fait des projections avec Jaulin dans des villages en France. Ça marchait très bien. Les agriculteurs s'assimilaient très vite aux Indiens et se mettaient à comprendre leurs problèmes à partir de cette assimilation.

TELEVISION



conte fantastique de Gérard de Nerval, avec Pierre Fresnay. Encore une belle occasion pour redécouvrir Tourneur.

Samedi 13 août

Dimanche 14 août 1977

TF 1

TF 1

- 12.20 Le francophonissime
- 12.45 Jeune pratique
- 13.00 Journal
- 13.35 Ballets Goyescas
Musique de Granados, chorégraphie de Peter Van Dyck.
- 14.15 Restez donc avec nous
- 14.20 Mission impossible
- 15.05 Et maintenant jouons
- 15.10 Les secrets de la Mer Rouge
- 15.35 C'est loin déjà
- 15.45 Les Harlem Globe-Trotters
- 16.10 Salvator et les Mohicans de Paris
- 17.10 Cimarron
- 18.40 Magazine auto-moto
- 19.10 Dessin animé
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Candide caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 Le temps des chansons
- 21.25 Sergent Anderson
- 22.15 La musique est à tout le monde
- 22.45 Journal

A 2

- 15.00 L'aube de l'histoire : les guerriers de bronze
- 15.55 Coupe d'Europe d'athlétisme
- 17.10 Des animaux et des hommes
Le parc des Cévennes.
- 18.05 La télévision en super 8
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 La Dame de la mer
Pièce d'Henrik Ibsen, enregistrée au Nouveau-Carré-Sylvia Monfort, à Paris. L'auteur de *Peer Gynt* et de *Maison de poupées* trace encore un portrait de femme. Sa protagoniste est déchirée entre un amour passé, romantique, et la réalité.
- 21.50 Questions sans visage
- 22.45 Jazz : spécial Benny Carter
Emission de Jean-Christophe Averty. Carter, saxophoniste, est accompagné de Bobby Rosengarden à la batterie et Georges Barnes à la guitare.
- 23.15 Journal

FR 3

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Calvacade
- 20.30 Eleonore et Franklin Roosevelt
- 21.35 Le choc des cultures
La guerre de pacification en Amazonie
Voir interview du réalisateur Yves Billon, ci-contre.
- 22.55 Journal



- 12.00 La séquence du spectateur
Extraits de *Alerte à la bombe*, de John Guillermin ; de *Parfum de femme*, de Dino Risi ; de *Un mari, c'est un mari*, de Serge Friedman.
- 12.30 La bonne conduite
Avec Juliette Gréco.
- 13.00 Journal
- 13.35 L'homme qui n'en savait rien
- 14.05 Guerre et paix
- 15.35 Direct à la une
Grand prix automobile d'Autriche.
- 17.15 Ma Pomme
Film français de Marc-Gilbert Sauvajon (1950). Comédie de mœurs avec l'ineffable Maurice Chevalier (R.I.P.).
- 18.55 Candide caméra
- 19.15 Les animaux du monde
La plage aux éléphants de mer.
- 19.45 Journal
- 20.30 Le Secret de Santa Vittoria
Film américain de Stanley Kramer (1969). Chronique d'un village italien lors de la chute de Mussolini.
- 22.40 Concerto pour violoncelle en la mineur, op. 129, de Schumann.
Par M. Rostropovitch et l'Orchestre national de France dirigé par Léonard Bernstein.
- 23.10 Journal

A 2

- 15.00 Le cirque Bush Roland
- 16.00 La vieille garde reprend du service
Western TV, avec Fred Astaire, Walter Brennan, Edgar Buchanan, Andy Devine, etc.
- 17.10 Le désert rouge du Kalahari (documentaire)
- 17.40 Chanteurs et musiciens des rues
- 17.50 Abracadabra
- 18.35 Shazzan
- 19.00 Stade 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Jeux sans frontières
Guy Lux, etc.
- 21.55 La dynastie des Forsyte
- 22.50 Chefs d'œuvre en péril
Châteaux de Bourgogne
- 23.25 Journal

FR 3

- 20.05 Lassie
- 20.30 L'homme en question : Lucien Clergue
Photographe connu pour ses photos de femmes nues dans l'eau, paysages de la Camargue, traces dans le sable, etc.
- 21.30 Court métrage français
Le Jour du départ, de Jean-Pierre Bonneau et Jacques Willemont ; *Sauf dimanches et fêtes*, de François Odé.
- 22.20 Journal
- 22.30 La Main du diable
Film français de Maurice Tourneur (1942). D'après un



Lundi 15 août 1977

TF 1

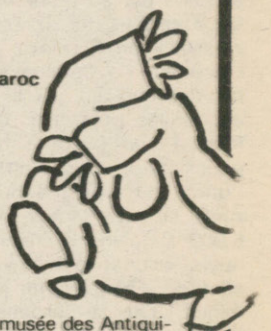
- 12.30 La bonne conduite
- 13.00 Journal
- 13.35 Blanches Colombes et Vilains Messieurs
Film américain de Joseph Leo Mankiewicz (1955). Comédie musicale d'un spécialiste de films psychologiques, avec Marlon Brando, Jean Simmons et Frank Sinatra.
- 15.55 Direct à la une
Tiercé et coupe d'Europe d'athlétisme.
- 17.10 Fanfarandoles
- 18.10 Les mystères de l'Ouest
- 19.05 Symphonie sur un chant montagnard français
- 19.30 Dessin animé
- 19.45 Candide caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 L'Homme de la plaine
Film américain d'Anthony Mann (1955). Excellent western, avec James Stewart. Un classique, comme tous ceux que Mann et Stewart tournèrent ensemble.
- 22.10 Gala de l'Unesco
- 23.35 Journal

A 2

- 15.00 Le monde en guerre : l'étoile rouge
L'Union soviétique de 1941 à 1943.
- 16.00 Aujourd'hui madame
- 16.50 Les grands détectives : Sherlock Holmes
Le Signe des quatre, d'après Conan Doyle. Élémentaire.
- 17.45 La vie des insectes : la métamorphose de la chenille
Encore la dialectique de la nature.
- 18.10 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Poésie et tradition de l'Islam : Maroc
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 Music hall
Pot pourri. Vraiment pas frais.
- 21.40 Regards sur le Cameroun
- 22.20 Catch à quatre
- 22.55 Journal

FR 3

- 19.20 Découverte de l'art
Le peintre romantique Géricault et le musée des Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye.
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Aventures de jeunesse
Film américain de Martin Ritt (1962). D'après les histoires de Nick Adams, écrites par Hemingway. Décevant.
- 22.20 Journal



Touriste, en Catalogne, tu risques d'y perdre ton français

Touriste, si tu franchis les Corbières, dernier rempart occitan, pour t'engager en Catalunya-nord, tu risques d'en perdre ton français.

La Catalunya-nord est une région de l'hexagone que la bourgeoisie a décidée de sacrifier. Chaque année, des centaines de jeunes la quittent l'automne venu pour s'exiler, postiers ou CRS, dans le Nord. Chaque année, quelques mois avant, près d'un million de touristes l'invaient, à la recherche de la mer et du soleil.

Camps militaires, projets de centrales nucléaires ou d'extraction d'uranium, mur de béton sur la côte, fermeture d'usines, spéculation foncière, chômage, bas salaires, répression anti-ouvrière et antisyndicale. Voilà ce qu'on va tenter de cacher pendant l'été. A coups de dépliants publicitaires, de loisirs organisés, de Claude François ou de Sylvie Vartan, on va les parquer et les faire vivre pendant leur séjour, côté pile et côté face, ils sont là, pour qu'ils repartent couleur café. Du Barcarès à Cerbère, ils sont là, vautrés sur la plage, par grappes de dizaines de milliers, quand il ne leur vient pas à l'idée de s'attaquer à l'arrière-pays, fantassins des nouveaux projets de Fourcade et de l'Aménagement du territoire. L'image qu'on voudrait qu'ils gardent des Catalans serait celle du groupe folklorique, du vendeur de glaces et de journaux sur la plage, du commerçant de la station balnéaire.

La radicalisation profonde de la Catalunya-nord risque de leur rester à jamais étrangère.

Pourtant, autour des journées « région morte » pour « Viure i treballar al

païs », malgré les coups de frein des réformistes, la classe ouvrière et avec elle les petits paysans, s'est emparée de la spécificité régionale. Cette combativité naissante gonfle et a débouché sur une multitude de conflits. Les luttes de la conserverie « La Catalane », de l'usine de poupées « Bella », du garage Renault, des jeunes agriculteurs des Garrotxes ont multiplié leur impact par des formes d'action sortant des sentiers battus : réparations gratuites, séquestration des directeurs... Ces luttes ont souffert d'être restées isolées les unes des autres alors que la situation sociale réclame de penser la riposte à la crise en terme régional. Cela pourrait prendre la forme d'une coordination en Catalunya-nord et au lieu que les grèves se succèdent et s'épuisent, coordonnées, elles pourraient converger en une grève générale régionale reconductible. Le ras-le-bol ne suffit pas pour que Barre cède. Mais le ras-le-bol est fort. Il ne se soumettra pas à la raison des élections.

Aussi fort soit-il, les touristes ne doivent pas le sentir. Comme doit leur rester étrangère la lutte des Bourdigueros pour le droit à la mer. Comme devrait leur rester étrangère la culture catalane qu'ils croient découvrir en conserve dans les sardanes qu'on leur servira à la veillée.

Touriste, si tu es confronté à la réalité, si tu te trouves devant un barrage d'agriculteurs ou de travailleurs en lutte, si tu te trompes d'itinéraire, déboussolé par des panneaux détournés et retranscrits en catalan, tu risques d'en perdre ton français ! Grand bien t'en fasse !

LA SARDANE

Plus qu'une danse, une culture

Que les touristes soient présents ou pas, les accents du flaviol ou de la ténora résonnent sur les places, des deux côtés des Pyrénées. La sardane est au cœur de tous les « aplecs » (fêtes). Dans les « barris » de Perpinya ou les « pobles » de Catalunya-nord, on descend en jeans et en espadrilles pour aller danser. Rien à voir avec le folklore poussiéreux et costumé que l'office du tourisme propose. Ainsi, en avril dernier, plus de 6 000 Catalans sacraient Banuyls « cuitat pubilla », dansant de 9 h du matin jusqu'à minuit. Car la sardane, loin d'être un rythme anodin, est une manifestation d'identité. Franco l'a interdite un temps en Espagne. « La santa espina », la plus célèbre, était chantée par les révolutionnaires catalans pendant la guerre civile.

Actuellement, les sardanes

à Barcelone s'achèvent par des manifestations réclamant « l'estatut d'autonomia ».

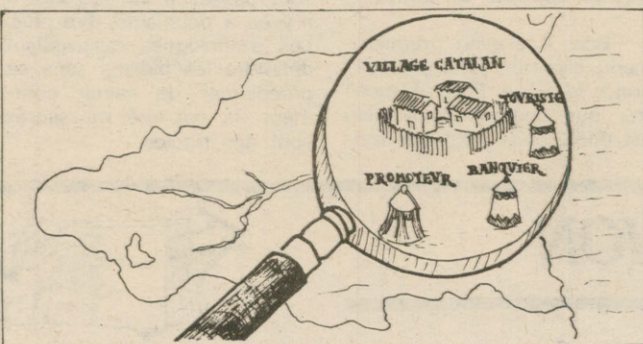
En Catalunya-nord, laminée par l'oppression, elle n'en est pas moins demeurée l'expression de la culture catalane.

Simple en apparence, la sardane est en réalité très complexe. Pas longs, pas courts, mesures variables, pair ou impair ? Pour ne pas se tromper, un des danseurs codifie la ronde par une série de pressions sur les poignets de ses partenaires, mais la perfection voudrait qu'on ne sache pas en fait qui « mène la barque ».

Contaminée par le folklore commercial, la sardane offerte aux touristes, se danse en costumes traditionnels catalans qui datent d'avant sa codification. Une aberration. Pourquoi vouloir empailler une tradition si vivante et libre ? Evitez le folklore et rendez-vous aux aplecs.



Petit guide incomplet et partial de la Catalogne-nord



DES ADRESSES

Bouquinerie l'Escapade, Perpinya, 14, rue Foy, de 18 h à 19 h 30 et le samedi après-midi.
Librairie Torcatis-Coste, rue Mailly, Perpinya.
Le futur antérieur, rue Grande Lareal, Perpinya.

POUR MANGER

A Perpinya, on trouvera les Petites Marmites (rue de la Poissonnerie) avec un menu copieux à 19 F, ou encore le restaurant Catala, pas un plat à la carte n'atteint 10 F (rue Grande la monnaie, près de l'église Saint-Matthieu), ou encore le restaurant place Rigaud.

Ne pas s'approcher des « menus touristiques » ou des snacks. Pour les achats, éviter le marché de béton au centre-ville. Juste à côté existe le marché des « poilus » (du nom de la place), tellement plus agréable.

Vous pourrez y trouver des escargots et de la charcuterie du pays, et avec quelques sarments de vignes, réaliser une corgolade catalane, pourquoi pas... au Bourdigou.

Pour apprendre la langue

Reléguée comme langue morte par l'Etat français, le catalan revit en Catalogne-nord à l'Université d'été et à la Bressola.

La bressola (le berceau). Fermé l'été. C'est une « maternelle » en catalan, association selon la loi de 1901, qui apprend le catalan à une vingtaine d'enfants. Association militante, son but est de faire reprendre la revendication de l'apprentissage du catalan à l'école par le mouvement ouvrier.

L'universitat catalana d'estiu. Du 18 au 28 août, à Prades. Paradoxalement, l'UCE de Prada, créée après le Mai 1968 français, représentait, principalement jusqu'à la mort de Franco, un lieu de regroupement des Catalans du sud où l'expression de la langue et de la culture

n'était pas interdite. La participation des Catalans du Nord restait faible. L'an passé, une session de l'UCE s'est tenue pour la première fois à Vic, près de Barcelone. La session de cette année se pose la question d'un développement des liens de l'UCE avec les organisations ouvrières, paysannes et enseignantes. C'est possible, étant donné que le sentiment régional apparaît de plus en plus largement en Catalunya-nord. Il impose de se pencher sur les relations entre le centralisme de l'Etat français et le choix politico-économique de désertification de la région, sur l'étude du théâtre, du cinéma et de la chanson nord-catalane...

Intéressés, écrivez au GREC, BP 1000 8, 66010 Perpignan.

POUR FAIRE DU NUDISME

Plage de Toreilles, coincée entre le béton de Port-Barcares et les premiers cabanons du Bourdigou. C'est sauvage et sympa. Au village, demandez la plage...

POUR EN SAVOIR PLUS

Ne pas louper *Truc*, contre-journal d'information, « le dessous des cartes de l'actualité catalane ». Nous lui devons beaucoup, et pas seulement aujourd'hui.

Le guide pas sérieux du Roussillon, que vous pouvez commander avant de partir à la Librairie d'oc à Toulouse.

POUR NE PAS REPARTIR LES MAINS VIDES

Une bouteille de Banuyls ou de Byrrh. On peut l'acheter moins cher aux caves (Thuir ou Banuyls). On peut l'y déguster gratuitement moyennant une demi-heure de patience, assombrée par les commentaires du guide. Des anchois de Collioure, de Tourron...

POUR PRENDRE CONTACT

Avec des Catalans sans quitter Paris : « Grup dels catalans exiliats a Paris ». Palagos, 47, avenue A. Renoir, 78160 Marly-le-Roi.

Per divertir-se

- La nova canço catalana, tout d'abord, qui s'affirme de plus en plus en Catalunya-nord et qu'on pourra découvrir le 13 au palais des Rois de Majorque, dans le cadre de la Festa major.
- Teresa Rebull chantera aussi les 22 et 27 à Prades.
- Francisco Montaner, le 19 à Collioure.
- Ne pas manquer non plus Père Figüere, Joan-

- Pau Gine ou l'Agram. Suivez les affiches.
- Pour les théâtres qui ne rechignent pas devant l'obstacle de la langue, l'un des meilleurs spectacles en catalan est « Els tres babaus », le 15 à Montferrer (avec Maria André) et le 19 à l'universitat catalan d'estiu à Prades.
- Voir aussi le groupe Ursule et le théâtre Tinto.

Une séjour pas comme les autres au Bordigou

Les bourdigueros, les lecteurs de « Rouge » les connaissent. Luttant pour le droit aux loisirs et à la mer, victimes des promoteurs rapaces, ils ont vu leur village de paillettes et de baraquettes dévasté par les bulldozers.

C'était le seul village de Catalunya-nord où l'on vivait avec le soleil, loin des hypermarchés, des casinos. Loin des loisirs bétonnés.

Les bourdigueros ont décidé de ne pas en rester là. Depuis le début de l'été, ils occupent et reconstruisent. Les 22 et 23 juillet, ils ont fait la fête à près d'un demi-millier. Ils ont dansé, chanté, ri autour d'un gigantesque feu de bois, retrouvant l'enthousiasme que les bulls n'ont pu broyer. On peut se joindre à eux et planter la tente ou, pourquoi pas, construire sa baraque au Bourdigou. On n'y rechigne pas à donner un coup de main.

Village du Bourdigou, près des Saintes-Maries-de-la-Mer. C'est fléché...